FIRST [illegible]TERS' MEETING ON [illegible] ECONOMY
MARCH 24-25, 1992

OUTCOMES OF DISCUSSIONS

RÉUNION DES PREMIERS MINISTRES SUR L'ÉCONOMIE
LES 24 ET 25 MARS 1992

RÉSULTATS DES DÉLIBÉRATIONS

93-02169/

March 25, 1992

EFFECTIVE AND EFFICIENT SOCIAL PROGRAMS

First Ministers had a good discussion on health and social issues. They directed:

- a meeting of federal, provincial and territorial Health and Finance Ministers be held within 2 months to deal with issues relating to the costs of the health care system.

- that the management initiatives being undertaken by Health Ministers be accelerated. They directed Health Ministers to continue their development of comprehensive strategic directions and plans to achieve essential health system reforms.

- a continuation of the work of Social Services Ministers to ensure that the social service system is able to meet the challenges of the years ahead. To this end, they directed Social Services Ministers to set priorities for coordination and integration of social service programs.

First Ministers also directed Health Ministers to initiate work to apply the broad principles of the Canadian health care system to the objectives of sustainability, affordability, flexibility, responsiveness and effectiveness of the system, funded without destabilizing provincial and federal finances.

le 25 mars 1992

DES PROGRAMMES SOCIAUX EFFICACES

Les premiers ministres ont eu des discussions fructueuses au sujet de la santé et des questions sociales. Il ont donné instruction :

- que les ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux de la Santé et des Finances se réunissent dans les deux mois afin de se pencher sur les questions liées au coût du régime de soins de santé.

- que l'on accélère les initiatives de gestion prises par les ministres de la Santé. Ils ont donné instruction à leurs ministres de la Santé de poursuivre l'élaboration d'orientations et de plans stratégiques globaux en vue d'une réforme essentielle du régime de soins de santé.

- que les ministres des Services sociaux poursuivent leurs efforts afin que le régime de services sociaux soit à la hauteur des défis que nous réserve l'avenir. À cette fin, ils ont donné instruction à leurs ministres des Services sociaux d'établir des priorités en vue de la coordination et de l'intégration des programmes sociaux.

Ils ont aussi donné instruction à leurs ministres de la Santé d'amorcer des travaux afin d'appliquer les grands principes du régime canadien de soins de la santé aux buts recherchés, soit un régime durable, abordable, souple, réceptif, efficace et pouvant être financé sans déstabiliser les finances publiques tant fédérales que provinciales.

March 25, 1992

TRAINING

First Ministers agreed that the federal-provincial paper on training covered the full spectrum of labour market issues and was a good starting point for cooperative work among Ministers responsible. The various initiatives highlighted in the paper were referred to Ministers responsible for labour market matters and for social services. Quebec agreed to hold bilateral discussions on this issue.

First Ministers indicated two areas for priority attention:

- the need to review disincentives to work and training in federal and provincial income support programs (U.I. and social assistance) and to develop effective strategies to overcome them. First Ministers expressed concern that the design of these programs may often be out-of-date with current labour market realities and can unintentionally trap people in dependency. Changes must be made, wherever necessary, to encourage more active participation in training and employment.

- the need for strategies to encourage the private sector to invest more in the training of workers at levels that reflect comparable expenditures by the private sector in other major industrialized nations.

First Ministers noted that both orders of government already make significant expenditures under income support programs and through their respective labour market and training programs. Canadians should be getting a better return from these funds. It was agreed that Ministers responsible should follow up on the practical suggestions contained in the training paper which can produce efficiencies and further opportunities for enhanced skills development.

First Ministers emphasized the need for a revitalized and strengthened cooperation between governments. Individuals often access both federal and provincial labour market programs and therefore Ministers responsible must work together in a mutually supportive way on reform efforts. Ministers responsible were asked to identify and initiate improved program administration in areas such as client service and cost-effective delivery.

le 25 mars 1992

FORMATION

Les premiers ministres ont convenu que le document fédéral-provincial couvrait l'ensemble des dossiers liés au marché du travail et constituait un bon point de départ sur lequel les ministres compétents pourront s'appuyer pour mener à bien leurs travaux en collaboration étroite. Les ministres chargés du marché du travail et des services sociaux ont été saisis des diverses initiatives dont le document fait état. Le Québec a fait part de son accord pour engager des discussions bilatérales à ce sujet.

Les premiers ministres ont indiqué que deux secteurs devraient faire l'objet d'une attention prioritaire :

- la nécessité de passer en revue les effets dissuasifs sur l'emploi et la formation des programmes fédéraux et provinciaux de soutien du revenu (assurance-chômage et assistance sociale) et d'élaborer des stratégies efficaces en vue de leur faire échec. Les premiers ministres ont dit craindre que ces programmes ne soient souvent plus adaptés aux réalités du marché du travail et n'aient pour effet involontaire de garder les gens dans la dépendance. Il importe, partout où cela s'impose, d'apporter des changements afin d'encourager une participation plus active à la formation et à l'emploi;

- la nécessité de stratégies visant à encourager le secteur privé à investir davantage dans la formation des travailleurs, à un niveau qui s'apparente davantage aux dépenses engagées par le secteur privé dans les autres grands pays industrialisés.

Les premiers ministres ont noté que les deux ordres de gouvernement ont déjà consacré des sommes importantes aux programmes de soutien du revenu et à leurs initiatives respectives concernant le marché du travail et la formation. Il faudrait que les Canadiens puissent retirer davantage des fonds engagés. Il a été convenu que les ministres compétents s'efforceront de

donner suite aux suggestions d'ordre pratique du document sur la formation qui sont susceptibles de se traduire par une augmentation de l'efficacité et de nouvelles possibilités d'amélioration des compétences.

Les premiers ministres ont souligné la nécessité de revitaliser et de renforcer la coopération entre les gouvernements. Il arrive souvent que les particuliers profitent à la fois des programmes fédéraux et des programmes provinciaux axés sur le marché du travail; c'est pourquoi les ministres compétents se doivent de collaborer aux efforts de réforme. On leur a demandé de cerner les problèmes et d'apporter des améliorations à l'administration des programmes dans les secteurs des services à la population et du rapport coût/efficacité de la prestation des programmes.

March 25, 1992

INFRASTRUCTURE

First Ministers agreed that investing in infrastructure to create short and long-term economic benefits is a priority for Canada. They also recognized the central role that infrastructure can play in unifying the country.

They agreed to give priority consideration to the proposals for a National Highway System and directed their Ministers of Transport, in consultation with their Ministers of Finance, to explore ways of proceeding in the near future. This work should include examination of funding issues and implementation priorities, consistent with fiscal constraints.

First Ministers agreed that more work needs to be done, with due regard to jurisdiction, in the areas of municipal infrastructure and other types of traditional physical infrastructure which play a strategic role in building the economy. As well, it was recognized that investment in new areas of applied technology and telecommunications can play an important role in making Canada a more unified and competitive country. In today's global world, public infrastructure investment should include a substantial commitment to new information technologies, particularly in our education and training systems.

le 25 mars 1992

INFRASTRUCTURE

Les premiers ministres ont convenu qu'investir dans l'infrastructure en vue d'en retirer des avantages à court et à long termes constitue une priorité pour le Canada. Ils ont aussi reconnu le rôle primordial que peut jouer l'infrastructure dans l'unification du pays.

Ils ont convenu d'examiner en priorité les propositions relatives au Réseau routier national, et ont donné instruction à leurs ministres des Transports, en consultation avec les ministres des Finances, de se pencher sur les possibilités d'action dans un avenir rapproché. Dans ce contexte, les ministres pourront étudier les questions du financement et des priorités de mise en oeuvre, compte tenu des restrictions budgétaires.

Les premiers ministres ont convenu qu'un complément de travail est nécessaire, compte tenu des compétences de chacun, dans les secteurs de l'infrastructure municipale et des autres types d'infrastructure matérielle traditionnelle qui jouent un rôle stratégique dans l'édification de l'économie. Ils ont également reconnu que les investissements dans les secteurs de pointe de la technologie appliquée et des télécommunications peuvent largement contribuer à faire du Canada un pays plus uni et plus concurrentiel. Dans le village global où nous vivons, tout investissement dans l'infrastructure publique devrait comprendre un engagement sérieux envers les nouvelles techniques d'information, en particulier dans nos système d'éducation et de formation.

March 25, 1992

INTERPROVINCIAL TRADE BARRIERS AND COMPETITION FOR INVESTMENT

First Ministers agreed on the need to accelerate the reduction of internal trade barriers, to strengthen trade linkages within Canada and to find ways to minimize competition for investment. They agreed that all governments would work toward:

- making the domestic market as open and accessible as the international market place, and committed themselves to accomplishing this at the earliest possible time;

- seeking a better understanding of the nature of internal trade barriers and opportunities;

- agreements and arrangements to remove barriers and destructive competition for investment which take special needs into account;

- a code of conduct aimed at avoiding investment policies and practices that are harmful and add unnecessarily to costs;

- developing administrative compliance mechanisms to support the reduction of interprovincial barriers to trade and destructive investment competition.

First Ministers have requested the existing Committee of Ministers on Internal Trade to accelerate its work program, taking into account the views they have expressed, and to accomplish its work by March 31st, 1995.

le 25 mars 1992

LES OBSTACLES AU COMMERCE INTERPROVINCIAL ET LA LUTTE POUR LES INVESTISSEMENTS

Les premiers ministres ont convenu de la nécessité d'accélérer la réduction des obstacles au commerce intérieur, de renforcer les liens commerciaux au sein du Canada et de trouver les moyens de diminuer la lutte pour les investissements. Ils ont convenu que tous les gouvernements s'efforceront :

- de faire en sorte que le marché national soit aussi ouvert et accessible que les marchés étrangers; ils se sont engagés à y parvenir dans les plus brefs délais possibles;

- de mieux comprendre la nature des obstacles au commerce intérieur et des possibilités d'action;

- de conclure des ententes et des arrangements en vue de l'élimination des obstacles au commerce et de la lutte destructrice pour les investissements qui tiendront compte des besoins particuliers;

- d'adopter un code de conduite afin d'éviter des politiques et des pratiques nuisibles et qui contribuent à faire augmenter inutilement les coûts;

- d'élaborer des mécanismes d'application administratifs qui contribueront à la réduction des obstacles au commerce interprovincial et à une diminution de la lutte destructrice pour les investissements.

Les premiers ministres ont demandé au Comité des ministres sur le commerce intérieur d'accélérer ses travaux, compte tenu des opinions qu'ils ont exprimées, et de les mener à bien d'ici le 31 mars 1995.

March 25, 1992

INTERNATIONAL TRADE

- First Ministers stressed the importance of trade for Canada's economic well-being and the need to address ways in which Canada should position itself in increasingly competitive international markets.

- To this end, First Ministers directed Trade Ministers to pursue the following initiatives:

  1) The federal government lead a review in consultation with the provinces of Canada's trade challenges and opportunities in the 1990's. The issues would include the maintenance and enhancement of Canada's access to important markets and the relative priority of major markets for Canada's trade development efforts, and related emerging issues.

  2) The federal and provincial governments build on their already extensive base of cooperation in the field of trade development in order to promote the export of Canadian goods and services as efficiently and effectively as possible.

  3) Premiers expressed support for the Canadian Government taking an assertive approach to defending Canada's trading rights in international trade agreements. Recognizing that any action should be measured and responsible, provincial governments will work with the federal government in identifying appropriate measures in pursuit of this.

- First Ministers also had an extensive discussion of the provincial role in trade negotiations. It was noted that the federal government has involved provincial officials and Ministers in recent and current rounds of trade negotiations. With respect to the NAFTA negotiations, the Prime Minister undertook to review with Trade Minister Wilson the possibility of raising the level of consultations to address the concerns of the provinces in these important negotiations.

- The Prime Minister noted that an early meeting of trade ministers is scheduled and it was agreed that the meeting should address the actions agreed to and issues raised by First Ministers including consultations with First Ministers.

Le 25 mars 1992

COMMERCE EXTÉRIEUR

- Les premiers ministres ont souligné l'importance du commerce pour le bien-être économique du Canada et la nécessité de trouver des moyens d'améliorer la position du Canada sur des marchés internationaux où la concurrence ne cesse de croître.

- À cette fin, les premiers ministres ont donné instruction à leurs ministres du Commerce de prendre les initiatives suivantes:

  1) Le gouvernement fédéral, en consultation avec les provinces, dirigera un examen des défis que nous réservent les années 1990 et des possibilités qu'elles nous offrent dans le secteur du commerce. Cet examen portera notamment sur la préservation de l'accès du Canada aux marchés importants et son amélioration, sur la priorité qu'il convient d'accorder à chacun des principaux marchés dans les efforts de promotion du commerce du Canada, ainsi que sur les questions connexes qui se profilent à l'horizon.

  2) Les gouvernements fédéral et provinciaux continueront de profiter de la grande collaboration qui existe déjà dans le domaine du développement des échanges commerciaux pour promouvoir l'exportation de biens et de services canadiens avec la plus grande efficacité et la plus grande rentabilité possibles.

  3) Les premiers ministres se sont dits d'accord pour que le gouvernement canadien fasse preuve de détermination dans la défense des droits du Canada dans le cadre des accords commerciaux internationaux. Conscients que toute initiative devra être mesurée et responsable, les gouvernements provinciaux collaboreront avec le gouvernement fédéral en vue de cerner les mesures qu'il conviendrait de prendre à cette fin.

- Les premiers ministres ont également discuté en profondeur du rôle des provinces dans les négociations commerciales. Il a été fait mention du fait que le gouvernement fédéral avait associé étroitement les fonctionnaires et les ministres des provinces aux négociations qui ont eu lieu récemment et à celles qui se poursuivent actuellement. En ce qui concerne les négociations de l'Accord de libre-échange nord-américain, le Premier ministre du Canada

s'est engagé à examiner avec le ministre du Commerce extérieur, Michael Wilson, la possibilité de multiplier les consultations afin de dissiper les inquiétudes des provinces à l'égard de ces importantes négociations.

- Le Premier ministre du Canada a noté que les ministres du Commerce devaient se réunir sous peu et il a été convenu qu'ils aborderont alors les mesures que les premiers ministres ont arrêtées ainsi que les points qu'ils ont soulevés, y compris la tenue de consultations avec les premiers ministres.

March 25, 1992

AGRICULTURE

First Ministers discussed an Agriculture paper which emphasized a balanced national agriculture policy focusing upon initiatives for agricultural trade, income safety nets, farm finance, transportation, competitiveness and regional development.

First Ministers agreed on the following:

- to confirm their full commitment to an early resolution of the GATT based on Canada's balanced position seeking a substantial reduction in all trade distorting subsidies, clarification and strengthening of GATT Article XI, increased access to international markets and establishment of enforceable trade rules for all GATT participants.

- to direct Ministers of Agriculture to continue the work commenced by officials as follow-up for the current GATT negotiations by developing processes to manage successful adaptation to the changing trade environment.

- to endorse the Government of Canada undertaking proactive measures to support Canada's agriculture and food industries in all trade disputes.

- First Ministers reviewed the financial difficulties faced by provinces whose economies depend significantly on agriculture. It was agreed that further review would be undertaken to examine the impacts on such provinces' budgets of funding agricultural support programs at current and projected levels and to examine the need for further agricultural financial assistance.

- to direct Agriculture Ministers to monitor and consider the effectiveness of triggers for review of farm income issues not adequately resolved by existing first and second line safety net programs.

- to direct Agriculture Ministers to follow-up on the recommendations of the National Agrifood Policy review in the area of farm finance, including examination of methods of improving federal and provincial farm debt resolution processes and new measures to ensure that farmers who enter agriculture can survive.

- to direct Agriculture Ministers to move quickly to examine the results of the public consultation process on grain transportation and establish a time table for decisions on grain transportation to ensure a system which provides producers with effective and efficient transportation in all parts of the system from farm gate to export position, while maintaining the competitive balance between eastern and western regions.

le 25 mars 1992

AGRICULTURE

Les premiers ministres ont discuté d'un document de travail sur le secteur de l'agriculture où l'accent était mis sur une politique agricole nationale équilibrée axée sur diverses initiatives touchant le commerce agricole, la sécurité du revenu, le financement agricole, les transports, la compétitivité et le développement régional.

Les premiers ministres ont convenu :

- de confirmer leur entier appui à une conclusion rapide des négociations du GATT fondée sur la position équilibrée du Canada visant une réduction substantielle de toutes les subventions qui faussent les échanges commerciaux, la clarification et le renforcement de l'article XI du GATT, un accès élargi aux marchés internationaux et l'établissement de règles commerciales s'appliquant à tous les partenaires du GATT;

- de donner instruction aux ministres de l'Agriculture de continuer le travail amorcé par les fonctionnaires pour le suivi des négociations actuelles du GATT en élaborant des processus permettant une adaptation positive aux changements commerciaux;

- d'appuyer la prise de mesures énergiques par le gouvernement du Canada pour soutenir l'industrie agro-alimentaire du Canada chaque fois qu'il y a un différend commercial;

- après s'être penchés sur les difficultés financières qu'éprouvent certaines provinces, dont l'économie est fortement tributaire de l'agriculture, de procéder à un examen plus poussé des effets sur les budgets de ces provinces du financement des programmes de soutien agricole aux niveaux actuels et projetés, et d'examiner l'opportunité d'une aide financière supplémentaire aux agriculteurs;

- de donner instruction aux ministres de l'Agriculture de surveiller et d'évaluer l'efficacité des mécanismes de déclenchement de l'examen des questions liées au revenu agricole que les programmes actuels de sécurité du revenu de première et de deuxième ligne ne permettent pas de résoudre;

- de donner instruction aux ministres de l'Agriculture de donner suite aux recommandations découlant de l'Examen de la politique agro-alimentaire nationale dans le domaine du financement agricole, y compris l'examen des moyens utilisés pour améliorer les mécanismes fédéraux et provinciaux de règlement des problèmes d'endettement agricole et des nouvelles mesures prises pour assurer la survie des nouveaux exploitants agricoles;

- de donner instruction aux ministres de l'Agriculture d'entreprendre rapidement un examen des résultats du processus de consultation publique sur le transport des céréales et d'établir un échéancier pour les décisions à ce sujet afin d'assurer la mise en place d'un système assurant aux producteurs le transport efficace et efficient de leurs produits dans toutes les parties du réseau, de la ferme jusqu'aux marchés d'exportation, tout en préservant l'équilibre concurrentiel entre les régions de l'Ouest et de l'Est.

March 25, 1992

FISHERIES

First Ministers agreed that the conservation and protection of our fish resources is a key priority for all governments.

They agreed that foreign overfishing must be addressed as a national priority. Action in this area is key to the conservation and protection of Canada's fishery resources. First Ministers regret the lack of progress and the worsening of foreign overfishing over the past five years, since this matter was last reviewed by First Ministers. Action must continue to be pursued and indeed must be intensified in international fora. Emphasis should be first and foremost on the potential for environmental catastrophe and destruction of an important world food supply.

Measures endorsed to combat the foreign overfishing problem include:

- seeking international recognition of rights and responsibilities of coastal States with respect to straddling stocks;

- broadening public relations initiatives to enlist the support of responsible environmental organizations; and

- Canada will take a strong role at the UN Conference on Environment and Development and clarifying international law with respect to high seas fisheries and if that is not successful, Canada will then explore other avenues.

In addition, First Ministers endorsed:

- the position that those affected by reductions in resource availability should be assisted to remain in the fishery or change occupation. The Task Force on Income and Adjustment will examine these issues and related income support issues;

- the need for greater federal/provincial cooperation in meeting challenges in the fishing industry with specific reference to enhanced diversification and competitiveness;

- existing federal and provincial initiatives to rebuild and conserve fish stocks, develop aquaculture, promote Canadian fish and fish products, including food aid;

- the need for long-term solutions for stability and profitability in the fishing industry to be developed in cooperation with all governments;

- the importance of the recreational fishery and the measures to conserve recreational fishery stock and other measures; and

- greater support for Aboriginal involvement in the fishery.

Most Premiers supported the principle of joint management.

PEI registered its concern relating to lobster carapace size regulation.

le 25 mars 1992

PÊCHES

Les premiers ministres ont convenu que la préservation et la protection de nos ressources halieutiques constitue une priorité de tous les gouvernements.

Ils ont convenu que le dossier de la surpêche étrangère constitue une priorité nationale. Des mesures dans ce domaine sont la clé de la préservation et de la protection des ressources en poisson du Canada. Les premiers ministres regrettent l'absence de progrès dans ce dossier et l'aggravation de la surpêche étrangère depuis qu'ils ont eu l'occasion de se pencher sur la question, il y a cinq ans. Il importe de continuer à prendre des initiatives, et même de les intensifier, à l'échelle internationale. L'accent doit porter avant toute chose sur la possibilité d'une catastrophe écologique et de la destruction d'une source alimentaire d'importance mondiale.

Parmi les mesures agréées pour combattre le problème de la surpêche étrangère, on peut mentionner les suivantes :

- s'efforcer de faire reconnaître à l'échelle internationale les droits et les responsabilités des États côtiers en ce qui concerne les stocks migrateurs;

- multiplier les initiatives de relations publiques afin de se gagner l'appui d'organisations environnementales responsables;

- le Canada jouera un rôle de premier plan à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement en vue d'apporter des éclaircissements au droit international en ce qui concerne la pêche hauturière et, en cas d'échec, il examinera les autres possibilités d'action.

En outre, les premiers ministres ont exprimé leur appui :

- à la position que ceux qui sont touchés par la réduction des ressources devraient recevoir une aide, soit pour continuer à oeuvrer dans le secteur des pêches soit pour se recycler. Le Groupe de travail sur le revenu et l'adaptation examinera ces questions ainsi que les questions connexes de soutien du revenu;

- à une plus grande collaboration fédérale-provinciale afin de relever les défis qui se posent dans l'industrie de la pêche, en mettant l'accent sur une diversification et une compétitivité accrues;

- aux initiatives fédérales et provinciales existantes visant à reconstituer et à préserver les stocks de poisson, à développer l'aquiculture, à promouvoir le poisson et les produits du poisson canadiens, y compris l'aide alimentaire;

- à la recherche conjointe par tous les gouvernements de solutions à long terme pour favoriser la stabilité et la rentabilité de l'industrie de la pêche;

- à l'importance de favoriser la pêche sportive et de prendre des mesures pour préserver les espèces recherchées par les pêcheurs sportifs;

- à une plus grande participation des Autochtones dans le secteur de la pêche.

La plupart des premiers ministres ont appuyé le principe de la gestion conjointe.

L'Île-du-Prince-Édouard s'est dite préoccupée par la question de la taille minimale de la carapace des homards.

March 25, 1992

TAX COORDINATION

First Ministers agreed that greater federal-provincial cooperation in collecting provincial taxes and levies at the border is an important initiative in helping to address the problem of cross-border shopping.

In this regard, First Ministers expressed satisfaction with the progress that had been made in working towards collection of provincial tobacco taxes, and alcohol levies at the border. They called for continued work between the provinces and the federal government aimed at early implementation of a suitable collection system at the border.

Building on this positive first step towards levelling the playing field for Canadian retailers, First Ministers agreed to intensify efforts to resolve issues related to collecting provincial sales taxes at the border. They directed Finance Ministers to give priority attention at their next meeting to this issue and to look at the overall question of tax policy coordination.

Le 25 mars 1992

COORDINATION EN MATIÈRE DE TAXATION

Les premiers ministres ont convenu que l'accroissement de la coopération fédérale-provinciale dans le secteur de la perception des taxes et des droits provinciaux à la frontière constitue une importante initiative qui contribuera à réduire le problème des achats outre-frontières.

À cet égard, les premiers ministres se sont dits satisfaits des progrès réalisés à ce jour dans le dossier de la perception des taxes provinciales sur le tabac et l'alcool à la frontière. Ils ont demandé que les administrations fédérale et provinciales poursuivent leurs efforts en vue de mettre en oeuvre sans tarder un système de perception approprié à la frontière.

Cette première étape sur la voie du nivellement des chances pour les détaillants canadiens ayant été franchie, les premiers ministres ont convenu d'intensifier leurs efforts en vue de résoudre les problèmes liés à la perception à la frontière des taxes provinciales sur les ventes. Ils ont donné instruction à leurs ministres des Finances d'accorder une attention prioritaire à cette question lors de leur prochaine réunion et d'examiner l'ensemble du dossier de la coordination de la politique fiscale.